

SECRETARIAT

AS/Pol (2016) CB 09 19 décembre 2016

Aux membres de la Commission des questions politiques et de la démocratie

Carnet de bord de la réunion tenue à Paris le 15 décembre 2016

La **Commission des questions politiques et de la démocratie**, réunie à Paris le 15 décembre 2016, sous la présidence de M. Mogens Jensen (Danemark, SOC), en ce qui concerne :

- Situation au Liban et risques pour la stabilité de la région et la sécurité de l'Europe (Rapporteur : M. Tobias Zech, Allemagne, PPE/DC) : a entendu une communication du Rapporteur ; a examiné un projet de rapport et a adopté, à l'unanimité, un projet de résolution tel que amendé ;
- La corruption en tant que système de gouvernance : un obstacle à l'efficacité et au progrès des institutions (Rapporteur : M. Michele Nicoletti, Italie, SOC) : a examiné une note d'information du Rapporteur sur sa visite d'information à La Haye les 7-8 novembre 2016 et a entendu une déclaration sur sa participation au séminaire sur La corruption et ses tendances: un défi politique, qui a eu lieu à Venise, Italie, le 2 décembre 2016, suivie d'un échange de vues ;
- Sous-commission ad hoc sur les développements récents en Turquie: a examiné et décidé de déclassifier un rapport sur la visite d'information à Ankara (21-23 novembre 2016) sur la base d'un mémorandum préparé par M. Mogens Jensen (Danemark, SOC), Président de la Sous-commission ad hoc; a tenu un échange de vues et a pris note du fait que, conformément à l'article 49.4. du Règlement de l'Assemblée, la Sous-commission ad hoc a cessé d'exister; a décidé de demander la tenue d'un débat d'urgence durant la partie de session de janvier 2017 sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie;

Sous-commission des relations extérieures :

- a tenu un échange de vues avec avec M. Maulen Ashimbaev (Kazakhstan), Président de la Commission permanente sur les questions politiques et la coopération internationale de l'Assemblée interparlementaire des Etats membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI), M. Rubik Akopyan (Arménie) et M. Konstantin Kosachev (Fédération de Russie), membres de la Commission, et a pris note d'une invitation (à confirmer par écrit) de tenir une réunion conjointe à St Pétersbourg à l'occasion de la conférence sur le terrorisme co-organisée par l'Assemblée interparlementaire de la CEI et l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (27-28 mars 2017);
- a entendu une communication de Mme Aleksandra Djurović (Serbie, PPE/DC) en ce qui concerne la réunion de la Sous-commission aux Nations Unies à New York (7-9 décembre 2016), suivie d'un échange de vues avec la participation de M. Pedro Agramunt, Président de l'Assemblée parlementaire;

Ce document est disponible sur le site Extranet de l'Assemblée parlementaire (accès réservé aux Membres) http://assembly.coe.int/extranet

Désignation de Rapporteurs :

- a désigné M. Hendrik Daems (Belgique, ADLE) en tant que Rapporteur sur les Activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), sous réserve d'entendre de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêt :
- a désigné Lord Donald Anderson (Royaume-Uni, SOC) en tant que Rapporteur pour avis sur La crise humanitaire à Gaza et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêt ;

Autorisations de la Commission :

- a approuvé la demande de M. Andrea Rigoni (Italie, ADLE) d'effectuer une visite d'information à Minsk, Bélarus, au premier semestre 2017, dans le cadre de la préparation de son rapport sur la Situation en Bélarus (sous réserve de l'autorisation du Bureau de l'Assemblée) ;
- a décidé de transmettre au Bureau de l'Assemblée une demande de prolongation jusqu'au 30 juin 2017 du renvoi sur La transition politique en Tunisie;

Questions diverses:

- a pris note de la proposition de M. Andrea Rigoni (Italie, ADLE) d'organiser une audition, pendant la partie de session de janvier 2017, sur la Situation en Bélarus, avec la participation de deux membres de la Chambre des représentants du Bélarus, un de la majorité et un de l'opposition, ainsi qu'un représentant de la société civile ;
- a pris note d'une déclaration de Mme Elena Centemero (Italie, PPE/DC), Rapporteure sur la Fixation de normes minimales pour les systèmes électoraux afin de créer une base pour des élections libres et équitables, y compris sa proposition d'organiser une audition avec des experts pendant la partie de session de janvier 2017 de l'Assemblée, a approuvé sa demande de participer à une prochaine réunion de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), d'organiser des réunions à Rome, Italie, et de demander un avis de la Commission de Venise sur ce sujet :
- a pris note d'une déclaration de Mme Centemero sur une conférence sur La participation des femmes à la vie publique, qui sera organisée en Italie le 10 février 2017, et de son intention d'inviter la Commission à y être représentée ;

Prochaines réunions : a pris note des prochaines réunions comme suit :

- Strasbourg, pendant la 1ère partie de session de l'Assemblée, 23-27 janvier 2017
- 6 mars 2017, Paris
- Strasbourg, pendant la 2ème partie de session de l'Assemblée, 24-28 avril 2017
- 22 mai 2017, Paris ou 14-15 juin 2017, Danemark
- Strasbourg, pendant la 3^{ème} partie de session de l'Assemblée, 26-30 juin 2017
- 6 septembre 2017, Paris
- Strasbourg, pendant la 4^{ème} partie de session de l'Assemblée, 9-13 octobre 2017
- 14 novembre 2017, Paris
- 14 décembre 2017, Paris.

D. Chatzivassiliou, J. Ary, P. Chevtchenko, S. Arzilli

cc. Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie Secrétaire Général du Congrès

Secrétaire du Comité des Ministres

Directeurs Généraux

Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme

Directeur de la Communication

Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe